

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18303 - 71ÈME ANNÉE

Second tour des élections régionales à La Réunion : Huguette Bello démontre qu'elle n'est pas une tête de liste rassembleuse

« Le PCR exclu de la liste Bello »



Le PCR avait fait part publiquement d'une proposition permettant aux forces de progrès de battre Didier Robert. En réponse, il est victime du sectarisme.

Suite à la publication des listes pour le second tour des régionales à La Réunion, le Parti communiste réunionnais a déclaré hier que «toutes les électrices et tous les électeurs de La Réunion prendront acte de l'exclusion du PCR de la liste Bello. Cette décision montre l'état d'esprit sectaire de la tête de cette liste» Voici ce communiqué.



Communiqué de presse

Le PCR exclu de la liste Bello

Le Parti Communiste Réunionnais a pris connaissance, ce jour, de la publication des listes pour le second tour des élections régionales. À ce sujet, il donne sa position.

Le PCR rappelle qu'il a toujours préconisé la constitution d'une liste de rassemblement. Le 7 décembre, le PCR avait précisé que la victoire des forces de progrès était possible au second tour des élections régionales, avec à ses yeux une condition : que la tête de liste soit rassembleuse. Or, le PCR a constaté qu'une décision contraire a été prise, et que les trois listes fusionnées auront à leur tête Huguette Bello.

Premier élément : le PCR constate qu'il a été exclu des candidatures.

Deuxième élément : il est de tradition que la fusion des listes se fasse sur un programme concerté et acceptable par toutes ses composantes. **Le PCR prend acte qu'il a été également exclu des discussions sur le programme de la liste déposée.**

Ainsi, l'absence de représentant du PCR sur cette liste est la démonstration que la tête de liste n'est pas rassembleuse.

Toutes les électrices et tous les électeurs de La Réunion prendront acte de l'exclusion du PCR de la liste Bello. Cette décision montre l'état d'esprit sectaire de la tête de cette liste.

Fait au Port, le 8 décembre 2015,

Bureau de Presse du PCR

Édito

Le sectarisme de Bello en actes

Dans un communiqué diffusé hier, le Parti Communiste Réunionnais a constaté le sectarisme de la tête de liste Huguette Bello. Cette attitude indique que cette dernière n'est donc pas une rassembleuse. Certaines âmes sensibles ont pu s'émouvoir d'une telle formulation. À Témoignages, nous pouvons affirmer que ce sectarisme est une réalité qui s'établit sur des faits précis et répétés.

En 2008, Huguette Bello est élue maire de Saint-Paul. Pendant près de 4 ans, Témoignages était invité aux conférences de presse de la Mairie de Saint-Paul et de l'UFR. Notre journal a donc informé les Saint-Paulois et plus largement les Réunionnais des actions menées dans la deuxième commune de l'île, plus de 100.000 habitants. Durant cette période, six communes avaient un maire communiste : Saint-Paul, Saint-André, Saint-Louis, Le Port, La Possession et Sainte-Suzanne. Il est incontestable que c'est la politique menée par Huguette Bello qui a occupé la plus large place dans nos colonnes, bien loin devant celle des autres collectivités. Cela s'expliquait notamment par le rythme des conférences de presse, quasiment hebdomadaire. Nous avons donc compilé ces articles dans un épais volume de 473 pages. Mais à partir de février 2012, tout s'est arrêté. En effet, le 19 février 2012, les 1500 délégués de la Conférence extraordinaire du Parti Communiste Réunionnais ont désigné les candidats du PCR aux élections législatives. Huguette Bello a choisi de refuser la proposition d'être candidate dans la circonscription allant de Saint-Paul à Saint-Louis, et a décidé de se présenter contre celui du PCR dans une autre circonscription. À

partir de ce moment, Témoignages n'a plus été invité aux conférences de presse de la Mairie de Saint-Paul, ainsi qu'à celles de l'UFR.

Autre exemple : la Fédération socialiste nous a toujours régulièrement invité à ses conférences de presse. Le 2 septembre dernier, nous sommes allés à celle donnant la position du PS pour les élections régionales. Mais depuis ce jour, Témoignages n'a pas été convié à la moindre conférence de presse de la liste soutenue par la Fédération socialiste. Il n'aura échappé à personne que la tête de cette liste est Huguette Bello.

Enfin, depuis le début de la campagne des élections régionales, Témoignages était, tout comme les autres médias, convié à assister à toutes les conférences de presse des listes conduites par Patrick Lebreton et Thierry Robert. Hier, ces deux listes ont fusionné avec celle de l'ancienne maire de Saint-Paul pour en constituer une seule conduite par Huguette Bello. La liste en question a organisé hier une rencontre avec les journalistes. Témoignages n'a pas été invité.

Ces faits sont des manquements constants à la liberté d'informer. Malheureusement, ce comportement que l'on croyait appartenir à une époque révolue est loin d'être isolé à La Réunion. Nous avons ainsi plusieurs fois dénoncé les mêmes manquements venant de la part de la Région Réunion depuis qu'elle est dirigée par Didier Robert. Comment qualifier cette attitude autrement que par le mot sectarisme ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Nouvelle preuve de l'avance qu'avait La Réunion sous la direction de Paul Vergès

L'Ouganda à 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050

Ce qui était possible pour La Réunion d'ici 2025 le sera pour l'Ouganda, pays de 37 millions d'habitants aujourd'hui et qui en accueillera 130 millions en 2050. Voilà qui rappelle la responsabilité de celles et ceux qui ont placé Didier Robert à la tête de la Région en 2010. Un communiqué du WWF annonce cette importante nouvelle.



L'Ouganda pourrait utiliser quasiment 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050, selon un rapport réalisé par le WWF Ouganda sur la base des technologies actuellement mises à disposition.

Le rapport, qui s'avère le premier du genre en Afrique sub-saharienne, établit une feuille de route qui permettrait au pays d'effectuer une transition raisonnable vers l'utilisation de plus de 90 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050.

L'étude de référence propose plusieurs trajectoires susceptibles de mener à un avenir 100 % acquis à la cause des énergies renouvelables, impliquant en outre le développement social, infrastructurel et économique du pays, par le biais de la prestation de services énergétiques modernes pour les populations urbaines et majoritairement rurales.

« La semaine dernière, les chefs d'État africains ont annoncé des

plans en vue d'une gigantesque initiative à base d'énergies renouvelables, qui pourrait transformer le continent. Ce rapport indique que l'Ouganda pourrait jouer un rôle majeur pour aider à promouvoir cette initiative. Il souligne également le rôle positif que les énergies renouvelables peuvent jouer lorsqu'il s'agit de lutter contre la pauvreté et d'améliorer l'accès aux énergies », explique Samantha Smith, Directrice du programme global Climat et Energie du WWF.

« Adhérer aux énergies renouvelables ne représente pas seulement un enjeu lié au changement climatique. Comme l'indique ce rapport, il s'agit également d'améliorer la santé des populations en créant des emplois, et en améliorant l'accès des populations pauvres à l'énergie. Il est clair que les pays en développement comme l'Ouganda sont bien placés pour occuper une position de choix dans le cadre du développement des énergies renouvelables en Afrique. Le pays rejoindrait un

nombre croissant de pays optant pour les énergies renouvelables comme leur source principale d'énergie », ajoute Dr Stephan Singer, Directeur du programme global sur les politiques énergétiques du WWF.

David Duli, Directeur du WWF Ouganda déclare enfin : « Plus de 90 % de la population ougandaise dépend toujours du bois de chauffe et du charbon de bois pour satisfaire ses besoins en énergie de cuisson, tandis que l'accès aux services énergétiques modernes comme le réseau électrique est toujours très faible, comparé à la moyenne mondiale ou même la moyenne africaine. Le besoin énergétique connaît une croissance à l'échelle mondiale et les nations en développement comme l'Ouganda n'y font pas exception. Ils ont même d'autant plus de besoins énergétiques qu'il leur est nécessaire d'améliorer le niveau de vie de leurs populations, de renforcer leurs industries et de permettre leur développement ».

À l'aube d'une nouvelle ère

COP21 : le PNUD plaide pour un nouvel accord mondial sur le climat

La lutte contre le changement climatique présente des opportunités pour la croissance verte et l'emploi, de nouvelles sources d'exportations et la stimulation du commerce et de l'innovation, a déclaré lundi, à la Conférence sur le changement climatique de l'ONU à Paris, Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Arbre à messages des espaces Générations climat

La COP21 accueille un Forum de l'innovation durable. Au cours de cette rencontre, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a indiqué comment la lutte contre le changement climatique peut changer la donne. Helen Clark, administratrice du PNUD, a déclaré que l'action climatique doit être intégrée dans la planification du développement.

« Les Intended Nationally Determined Contributions (INDCs), qui sont aussi importants pour parvenir à un accord à Paris, peuvent stimuler le développement à faible émission par une détermination pour préserver et accroître le couvert forestier et d'investir dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport durable, la gestion des déchets, les villes, et les moyens de production et de consommation », a-t-elle expliqué.

Les impacts actuels du réchauffement

Au moment où le monde est témoin plus fréquent de phénomènes météorologiques violents, de modes de pluie d'automne en évolution et de l'élévation du niveau de la mer, Clark a noté qu'une charge disproportionnée de ces événements était portée par les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables et par les pays vulnérables qui manquent de moyens pour s'adapter à ce qui se passe.

« Les Petit États insulaires en développement voient l'empiétement de l'eau de mer sur leurs terres et sur les eaux souterraines et sont menacées par des tempêtes plus intenses », a-t-elle déclaré. « Dans les régions sujettes à la sécheresse comme le Sahel et la Corne de l'Afrique, l'insécurité alimentaire et les mauvaises récoltes deviennent plus fréquentes ».

En outre, le chef du PNUD a déclaré que de nombreuses villes ont ressenti les impacts sur plus de migration des régions au climat tendu et sur les services publics et les infrastructures sous pression tandis que plus de personnes vivaient dans les

zones urbaines exposés à des événements météorologiques extrêmes.

Tout est là pour réussir

« Les pratiques de déforestation et de l'énergie non durable augmentent les émissions de gaz à effet de serre rapidement et exacerbent encore davantage les défis climatiques », a-t-elle déclaré, mettant en garde que l'échec à investir dans le développement à bas carbone verrouillera les pays dans des voies de développement non durables à fortes émissions – loin de la faible teneur en carbone, du futur climat-résilient dont le monde a besoin.

Soulignant la nécessité de parvenir cette semaine à un nouvel accord global et ambitieux sur le climat à Paris, Helen Clark a déclaré : « Un avenir climatique sûr et sécurisé sur cette planète est suspendu dans la balance ».

Assurant que le PNUD sera un acteur complet et engagé dans la conduite de l'action nécessaire, elle a déclaré : « Notre monde possède les ressources, la technologie et les connaissances pour relever les défis du développement climatique et durable. Maintenant celles-ci doivent être appliquées à la mise en œuvre d'un nouvel accord sur le climat et aux objectifs de développement durable (ODD). Ce qui exigera de grands partenariats dans tous les secteurs ».

Helen Clark a souligné que l'objectif 13 reconnaît la nécessité de renforcer les capacités de lutte contre le changement climatique dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement (PEID), avec un accent particulier sur les femmes, les jeunes et les communautés locales marginalisées.

Inondations sans précédent depuis un siècle : un responsable est désigné

Près de 300 morts au Tamil Nadu à cause du changement climatique

Le Tamil Nadu a été touché par les plus graves inondations depuis un siècle. Cet État de l'Inde est une des racines du peuplement de La Réunion. Le changement climatique est clairement montré du doigt.



Un avion emporté par les flots à Chennai.

Dans le Sud de l'Inde, le Tamil Nadu est confronté à des inondations sans précédent. Un mois de pluies ont totalement bouleversé le paysage. Le pic a été atteint jeudi dernier. Les images de l'aéroport de Chennai ont fait le tour du monde. Les flots étaient si puissants qu'ils ont réussi à déplacer des avions à réaction. Ce sont les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut. Des bidonvilles ont été engloutis, près de 300 personnes ont péri. Un millier sont gravement blessés.

« Chennai est devenue une petite île »

« Chennai est devenue une petite île. C'est sans précédent », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Rajnath Singh, devant le parlement. « L'urgence, pour le moment, c'est la rapidité des secours. Nous faisons tout notre possible pour un retour à la normale », a-t-il ajouté. En conséquence, tous les transports

sont désorganisés. « Nous voulons tout faire mais le problème nous dépasse. L'aéroport est inondé, le réseau ferré ne fonctionne plus », a déclaré jeudi dernier un porte-parole du ministère de l'Intérieur à New Delhi. L'aéroport a pu seulement être remis en service dimanche. Pendant plusieurs jours, les pistes étaient submergées.

Cela faisait un siècle que de telles inondations n'avaient pas touché la région. Mais à cette époque, Chennai n'était pas une ville de 4 millions d'habitants, avec de larges routes goudronnées et d'importantes surfaces bétonnées qui sont autant de facteurs qui favorisent le ruissellement de l'eau.

La Réunion concernée

À La Réunion, cette catastrophe a de quoi faire réfléchir à plusieurs titres. Tout d'abord parce qu'elle touche un pays avec lequel les Réunionnais ont des liens importants. C'est en effet du Tamil Nadu que vient une partie des ancêtres

d'origine indienne. Ce lien ne va pas manquer de susciter un élan de solidarité pour venir en aide aux victimes.

Ensuite, il souligne les dangers du changement climatique. Quand l'aéroport de Chennai a été construit, il ne fait guère de doute que jamais ses concepteurs n'aurait imaginé qu'il soit un jour transformé en une étendue d'eau. C'est pourtant une catastrophe qui risque bien de se répéter avec l'aggravation du réchauffement climatique.

C'est un avertissement pour l'aéroport de Gillot, installé quasiment au niveau de la mer. Ceci montre une nouvelle fois que tout l'aménagement de La Réunion est à revoir. Sur ce problème essentiel, les candidats au second tour des élections régionales sont d'une totale discrétion. C'est pourtant de la protection de la population dont il s'agit. La catastrophe de Chennai rappelle que les erreurs d'aménagement se paient en vies humaines, une perte que rien ne pourra jamais réparer.

M.M.

COP 21 : La Réunion devait être exemplaire

Le réchauffement climatique ce n'est pas seulement la fonte des glaces et la disparition de l'ours blanc. Selon l'ONU, c'est aujourd'hui plus de 400 000 morts par an et 22 millions de réfugiés climatiques victimes de cette augmentation de température. Il ne s'agit donc pas seulement de laisser à « nos enfants et petits enfants » une planète vivable, comme on l'entend souvent, mais il s'agit d'arrêter tout de suite ce phénomène de surchauffe, car notre terre est déjà malade. De surcroît, cette maladie est parfaitement inégalitaire sur notre planète, les plus pauvres « réchauffent moins » mais souffrent plus, et les plus riches « réchauffent plus » et souffrent moins. Ainsi, 10 % des plus riches sont responsables de 50 % des causes du réchauffement climatique.

Aujourd'hui ces chiffres sont incontournables, et pourtant un des écueils importants de la 2e semaine de la COP21 est la récolte des 150 milliards de dollars indispensables pour soutenir les efforts des pays les plus pauvres et lutter contre les méfaits de ce réchauffement (reboisement, usage d'énergie renouvelables, etc.). Ces 150 milliards représentent une somme dérisoire au regard des 1000 milliards qu'investissent chaque année les nations en faveur des énergies fossiles (Pétrole, gaz, charbon). On le voit la question aujourd'hui n'est donc pas financière mais relève d'un choix éminemment politique. Veut-on poursuivre vers du productivisme forcené de ces dernières années et de la consommation frénétique des pays riches qui condamnent la planète à une élévation de température supérieure au 1,5°C fatal ? Ou, mettons-nous en place d'autres politiques pour une société où la croissance est remplacée par l'intérêt général considérant l'homme avec ses besoins fondamentaux dans un environnement naturel à préserver.

Dans ce brouhaha de la COP21, il convient donc de dénoncer la réelle sincérité de nos gouvernants. Les discours de tous les Présidents à

l'ouverture de la COP21 étaient remplis d'émotion, de partage de valeurs humanistes et écologiques. Pourtant, force est donc de constater que cette COP21 est intrinsèquement un leurre au niveau de son organisation. Le ver est dans le fruit. Toutes les grandes multinationales qui gravitent autour des énergies fossiles Total, Engie, EDF, Monsanto... sont les invités de marque et les sponsors de cette manifestation. Or nous savons que les nations doivent agir sur les 90 entreprises qui à elles seules sont responsables des deux tiers des émanations de gaz à effet de serre.

A contrario, les citoyens qui veulent faire entendre leurs voix sont frappés par la violence des charges policières sous prétexte d'état d'urgence comme le montre la chaîne humaine pacifique du 29 novembre à Paris, et quand d'autres citoyens écologistes sont assignés à résidence... Magnifique Gouvernement français qui par son Ministre des affaires étrangères, maître de cérémonie, se permet de sommer les Etats de rédiger un accord mais qui quelques jours auparavant annonce le redémarrage de l'aéroport de Notre Dame des Landes exemple de ces « grands travaux inutiles » dont on connaît la consommation gloutonne en énergie.

La Réunion elle aussi va accroître le réchauffement climatique à cause du choix de la NRL, consécration du tout-automobile dévoreur de pétrole, avec sa pollution, ses embouteillages et les maladies respiratoires alors que les transports en commun sont toujours aussi rudimentaires. De plus, les rotations incessantes de camions provenant des carrières et autres ramassages d'andins sont une catastrophe écologique pour notre île, tout comme les milliers de mètres cubes de béton coulés. Seules les entreprises multinationales du chantier en tireront un véritable bénéfice.

La valorisation des déchets devrait être le fer de lance d'une nouvelle approche du traitement de nos ordures afin de créer des emplois lo-

caux par le recyclage et les ressourceries, lieux de transformation des résidus, mais il n'en est rien puisque le projet de création de deux incinérateurs semblent encore d'actualité sur notre territoire. Ces machines à brûler sont en totale opposition avec des changements de comportement et inciteront à toujours plus de consommation pour alimenter ces fours, d'autre part, leur construction sera aussi particulièrement énergivore par les volumes importants de béton nécessaires. La Réunion était promise à être une région pilote en matière d'énergie renouvelable. Aujourd'hui nous sommes relégués au rang des mauvais élèves alors que notre environnement nous offre le solaire, la géothermie, l'hydro-motricité, l'houlomotricité...

La COP21 aura eu quand même un intérêt majeur en sensibilisant aux nécessités de prendre en compte le réchauffement climatique et de fédérer des actions citoyennes telles qu'Alternatiba qui a réuni près de 5000 personnes à La Réunion. Mais nous savons que l'action reste à mener pour faire plier nos gouvernants vers des projets de société sobres et hors des lobbys financiers. En tant que citoyen nous pouvons agir en dénonçant par exemple les Paradis fiscaux et fraudes fiscales qui représentent près de 2000 milliards d'euros à l'échelon européen, autant d'argent perdu par les Etats qui pourraient être investis dans les énergies renouvelables et autres projets citoyens. De même individuellement, pourquoi ne pas choisir de placer notre argent dans de vraies Banques Coopératives Solidaires (NEF par exemple) et aider ainsi directement à la mise en œuvre de projets positifs pour la planète. Agir par nous-mêmes et influencer sur le politique est notre seule chance pour sortir de cette situation mortifère où nous engageant les accords de libre échange (comme le TAFTA entre les USA et l'Europe) et leurs productivismes destructeurs pour l'homme et la nature.

**Didier Bourse,
ATTAC Réunion**

Oté

Nout révolisyon obliyé

Dann nout l'istoir lé pa rar nana dé kou d'manké. In légzanp ? L'ésklavaz la aboli dé foi, inn foi l'ané 1792, inn foi l'ané 1848. L'égalité la desid an dé foi : inn foi l'ané 1946, in n'ot foi karant z'ané apré. Parl pi nout dévlopman, sa la pass dovan nout bout de né, pa arienk an in foi. Dèrnyé foi mi rapèl l'été l'ané 2010, l'ané bann partizan lo dévlopman la pèrd zéléksyon réjyonal.

Mi pans zot i doi rapèl azot dé sa. Pou kosa ? Pars la pas in bonpé d'tan nout lékonomi la dévlopé : san mil shof l'o solèr li ! Tout sort kalité projé la komans amontr z'ot bout lo né ! L'otonomi dann l'ènèrji la komans manifésté ! L'otosifizans alimantèr la mète an marsh ! Lo péi la modèrnizé ! La anparl lo train, la fé la rout tamarin, la fé lisé an kantité ! Mèm bann gran lékol la komans vni isi !. Mi di pa pliské sa, mé l'avé dann l'èr konm in kouran la modèrnité, in komansman marsh an avan pou nout dévlopman. So foi isi, l'avé poin pou shapé, la Rényon té i sar dévlopé pou vréman.

Élas Ménélas, mon kèr lé an filas ! Ala pa ké ni artourn an aryèr ! Ala pa ké ni éstop in bann bon projé Pol Vergès la mète an rout. Fini avèk lo tram-train, fini avèk l'ènèrzi volkan ! Fini avèk l'ènèrzi la mèr ! I di i sava dévlop lo touris, oki d'mimite ! I di i sava mète dé mil kar dsi la rout, zéro kalbas ! I koz dsi l'otonomi ènèrjètik ! Mé i koz soloman. I koz dsi l'ènèrzi prop, Mé i koz soloman. Pou konplète nout malèr, ala ké madam Bello, in gran dirizan nout parti i bril la paye avèk nou épi i afayi nout parti, son kapasité pou rézisté é i ral nout pèp an aryèr.

Zordi zékléksyon ala pa k'èl i fé, pou dézyèm tour, fas-a-fas avèk Didier Robert . Pou kosa ? Pou fé la mèm shoz ké l'ot daoïr ! Pa pou romète dsi lé raye nout révolisyon obliyé. Sète zot la kas lo rin l'ané 2010.

Justin

« Siklone do fé » – In kozman pou la rout

Mi koné pa si zot i koné in kalité siklone konmsa, si zot la fine fé la romark. Mé si inn i ariv a pasé, moin lé sir zot va rann azot kont par zot mèm. Fransh vérité kan sa i pass la, bann fèy lé konm brilé. Ou na konm l'inpréssyon lo bann pyé d'boi i sava krévé. Solman in pé d'tan apré, kan bann fèy brilé la fine tonbé, bann ti bourzon i ronète é lo pyé d'boi i arvien vèr tann. La natir i ropran son droi. Sa i éspas kan siklone i amenn pa tro la plui é kan nana sirtou in bon degré d'van. Si zot la pankor bien oïr in n'afèr konmsa, proshène foi kan siklone i pass rogard bien solman la pa souvan sa i éspas, la plipar d'tan sé siklone dolo. Ni artrouv !